

**DOSSIER
DE PRESSE**

NOVEMBRE 2021



EXPERTISE FRANCE

Les 10 ans de L'Initiative

Sommaire

1

STÉPHANIE SEYDOUX : « L'INITIATIVE EST LA SYNTHÈSE PARFAITE DE NOS ACTIONS BILATÉRALE ET MULTILATÉRALE »

2

RETOUR SUR LES DIX ANS DE L'INITIATIVE
AVEC ERIC FLEUTELLOT, DIRECTEUR TECHNIQUE
DU PÔLE GRANDES PANDÉMIES AU DÉPARTEMENT
SANTÉ D'EXPERTISE FRANCE

3

QUELQUES PROJETS PHARES
DE L'INITIATIVE

4

PRÉSENTATION
DE L'INITIATIVE

5

REJOIGNEZ-NOUS POUR LE RENDEZ-VOUS DE L'EXPERTISE
CONSACRÉ AUX 10 ANS DE L'INITIATIVE LE 18 NOVEMBRE !



STÉPHANIE SEYDOUX

AMBASSADRICE POUR

LA SANTÉ MONDIALE

1 / « L'INITIATIVE EST LA SYNTHÈSE PARFAITE DE NOS ACTIONS BILATÉRALE ET MULTILATÉRALE »

Depuis 10 ans, L'Initiative appuie les capacités et l'expertise des pays, majoritairement francophones, d'Afrique et d'Asie en matière de santé, sur financements du Fonds mondial de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme. Son modèle partenarial, orienté vers les besoins des décideurs pour répondre à ceux des populations, a été validé par des résultats concrets : adoption de programmes innovants en routine, évolution des politiques de santé, etc. L'Initiative articule notre savoir-faire bilatéral et notre engagement multilatéral, et répond à nos priorités en faveur de l'égalité et du droit à la santé et au bien-être.

Forte de ce succès, la France a choisi de renforcer L'Initiative en lui donnant une ampleur inédite. Son budget a plus que doublé, passant de 18 millions d'euros en 2011 à près de 39 millions d'euros par an.

Au quotidien, L'Initiative répond à une mission : soutenir. Soutenir les pays et leurs populations qui sont frappés durement par ces pandémies. Soutenir la stratégie française en santé mondiale et les valeurs qu'elle défend. Enfin, soutenir les actions du Fonds mondial, tout en contribuant au renforcement des systèmes de santé pour lutter efficacement contre ces trois maladies. Par exemple, en investissant dans les réseaux de laboratoires et les chaînes d'approvisionnement, c'est l'ensemble de la population qui bénéficie d'un accès équitable à des services de santé de qualité.

Voilà pourquoi L'Initiative est devenue un opérateur indispensable qui agit pour la couverture santé universelle et dont l'expertise est reconnue à l'international.



ERIC FLEUTELOT

DIRECTEUR TECHNIQUE DU PÔLE GRANDES PANDÉMIES

AU DÉPARTEMENT SANTÉ D'EXPERTISE FRANCE

2

RETOUR SUR LES DIX ANS DE L'INITIATIVE

QUEL IMPACT LA COVID A-T-ELLE EU SUR LES PANDÉMIES DE VIH-SIDA, DE TUBERCULOSE ET DE PALUDISME ?

Aujourd'hui, avec plus de 18 mois de recul après l'émergence de cette pandémie qu'on appelle la pandémie du siècle, tous les programmes d'accès à la santé ont été impactés et pas seulement dans les pays en développement. Sur le VIH, on a moins diagnostiqué et on a moins traité que les années précédentes : par rapport à 2019, **le dépistage du VIH a chuté de 22 % et le nombre de personnes touchées par les programmes et services de prévention du VIH a diminué de 11 %, et de 12 % pour les jeunes.**

L'impact de la pandémie a été catastrophique sur la lutte contre la tuberculose dans le monde. Cela s'explique par la forte contagiosité de la tuberculose : une personne qui a une tuberculose active et qui n'est pas traitée peut contaminer jusqu'à 20 personnes : diagnostiquer, traiter est donc indispensable sur le plan individuel mais aussi sur le plan collectif, pour prévenir de nouvelles infections. En 2020, le nombre de personnes traitées pour la tuberculose pharmacorésistante dans les pays où le Fonds mondial investit a chuté de 19 %, le nombre de personnes sous traitement pour la tuberculose ultrarésistante de 37 %, une chute plus importante encore.

COMMENT L'INITIATIVE A-T-ELLE RÉAGI FACE À LA COVID ?

Dès mars 2020, nous avons proposé des adaptations de nos modalités d'action, qui se sont traduites par **un effort d'environ 4 millions d'euros** comprenant **des reprogrammations pour les projets** qui étaient en cours. Nous avons également attribué des **financements additionnels à certains projets** pour qu'ils puissent adapter leurs activités au contexte COVID-19.

Nous avons mis en place une douzaine d'assistances techniques en 2020 et une trentaine en 2021 pour aider les pays à accéder à des financements additionnels, dédiés à la réponse à la COVID-19. Cela représentait un coût d'environ 400 000 euros en 2020 et 2,5 millions d'euros en 2021.

Nous avons le sentiment d'avoir été efficaces et réactifs mais nous attendons d'avoir davantage de recul sur la mise en place des activités de lutte contre la COVID-19 dans les pays concernés par notre appui.

En complément, nous avons accepté de cofinancer un appel à projets de l'Inserm ANRS (l'agence nationale de recherche sur le sida et les hépatites virales) qui a été lancé au premier semestre 2020, pour lequel nous avons cofinancé 6 projets pour 934 000 euros.



2 / ➔

QUEL EST LE RÔLE DE L'INITIATIVE ?

L'Initiative est née il y a dix ans, partant du constat que les pays francophones avaient des difficultés à accéder aux financements du Fonds mondial. Depuis, les mécanismes d'accès au financement du Fonds mondial ont évolué et L'Initiative s'est adaptée. Elle soutient maintenant à chaque cycle de financement du Fonds mondial entre 30 et 35 pays pour travailler sur les stratégies de lutte contre les maladies et pour mettre en place une concertation de tous les acteurs dans les pays - ce qu'on appelle le dialogue pays - et ensuite pour écrire les requêtes de financement au Fonds mondial. Cette activité est complétée par des investissements dans des activités de lutte contre les trois pandémies dans les pays. C'est notre modalité de soutien à des projets catalytiques ; nous sommes bailleurs de fonds et **nous soutenons des projets qui ont cette faculté de pouvoir faire évoluer les pratiques ou les politiques de santé publique**, en intégrant fortement une approche genre sincère. Nous avons la flexibilité nécessaire et la capacité à prendre des risques et à montrer des voies innovantes, qui à terme pourront être financées par le Fonds mondial.

Et enfin, L'Initiative s'autorise maintenant une activité qui est plus politique, dans le sens noble du terme, par exemple en soutenant la circonscription africaine au conseil d'administration du Fonds mondial pour qu'elle puisse en toute indépendance s'appuyer sur des analystes, des rédacteurs, des conseillers politiques qui vont soutenir les pays africains pour prendre des positions dans la gouvernance du Fonds mondial. Nous encourageons aussi la diffusion de l'information venant ou en direction du monde francophone, car il reste quand même toujours un peu mis à l'écart des grandes organisations internationales où la langue de travail est, quoi qu'on en dise, l'anglais.

QUELLE EST LA STRATÉGIE DE L'INITIATIVE ET SES GRANDS ENJEUX ?

La stratégie de L'Initiative est récente, elle a été adoptée en 2020. Elle prévoit une mobilisation des compétences, avec de l'assistance technique tout en renforçant les compétences sur le terrain. On ne traite pas aujourd'hui le VIH ou la tuberculose comme on les traitait il y a dix ans. La prévention évolue et des tests de diagnostic rapide du VIH sont disponibles. Des automates de laboratoire plus faciles d'utilisation et donnant des résultats beaucoup plus rapidement permettent pour certains, de faire une quantification de la charge virale du VIH, ce qui est utile pour vérifier le succès d'un traitement. Ils permettent également de faire du dépistage, du diagnostic de la tuberculose et de la tuberculose résistante aux antituberculeux ; et ces automates donnent la possibilité de dépister la COVID-19 ou le papillomavirus humain, ce qui est indispensable pour pouvoir mieux prévenir l'apparition du cancer du col de l'utérus chez les femmes vivant avec le VIH.

Donc, les outils évoluent et L'Initiative doit aussi évoluer. **Nous devons être capables de nous adapter et de répondre aux besoins évolutifs des pays**. Nous servons les pays, leurs populations, la stratégie française en santé mondiale et ses valeurs, mais aussi le Fonds mondial qui nous reconnaît aujourd'hui comme étant un acteur clé, en particulier en Afrique de l'Ouest et Afrique centrale. Le Fonds mondial, c'est un mécanisme de financement des pays. Sans argent, il est impossible de faire reculer les pandémies. Mais l'argent seul ne suffit pas. Il faut un accompagnement. Il faut qu'il y ait un appui aux ressources humaines des pays. Il faut un appui sur tous les goulots d'étranglement qui peuvent exister. C'est de ce point de vue que notre action est essentielle.

3

QUELQUES PROJETS PHARES DE L'INITIATIVE





Cameroun

FORMER LES ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES LGBTI DANS LA LUTTE CONTRE LE VIH

Le Cameroun fait face à une épidémie de VIH dite mixte, avec une prévalence de 2,5 à 3,8 % dans la population générale, et des taux considérablement plus élevés au sein des populations clés. En effet, selon l'ONUSIDA, les travailleuses du sexe et les personnes LGBTI sont particulièrement touchées, avec des taux de prévalence de plus de 20 %. Les attitudes discriminatoires, les tabous et les préjugés privent ces personnes d'une prise en charge adaptée.

Bien que des progrès soient notables en la matière, **les populations clés sont confrontées à de nombreux obstacles d'ordre socio-culturels, structurels et légaux limitant leur accès aux formations sanitaires**. Face à l'insuffisance des stratégies de dépistage et de rétention ciblées répondant à leurs besoins spécifiques, requérant confiance et non jugement, la peur reste grande quant au risque d'être discriminé. Le rôle des organisations communautaires est donc en ce sens fondamental et précieux pour le suivi des communautés LGBTI au Cameroun.

Depuis 2006, l'association ALTERNATIVES-Cameroun se mobilise pour la défense des droits humains et l'accès à la santé de ces minorités. Avec le soutien de L'Initiative depuis 2018, elle met en œuvre le projet « Proximité », qui renforce **dix organisations à base communautaire (OBC)** en tant que structures de référence dans l'offre de services liés au VIH et aux infections sexuellement transmissibles, adaptée aux hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes et aux personnes transgenres.

Les membres de ces 10 organisations communautaires ont ainsi été formés au dépistage, à l'implémentation de la PrEP ou encore à la prise en charge des pathologies proctologiques. Des stages ont été organisés pour renforcer l'expertise des personnels de santé des OBCs sur la proctologie, mais aussi former autant de personnels de santé que possible sur les consultations de proctologie de base, le diagnostic et le traitement des pathologies anales courantes. **12 médecins ont ainsi été formés** au dépistage et à la prise en charge des pathologies proctologiques, et près de **1 500 consultations proctologiques** ont été menées.

A travers le projet « Proximité », ALTERNATIVES-Cameroun espère pouvoir utiliser les données collectées et capitaliser sur cette expérience afin d'inspirer et d'appuyer d'autres organisations communautaires **pour une meilleure connaissance et prise en charge des pathologies des minorités sexuelles au Cameroun, et dans la région.**

POUR EN SAVOIR PLUS :

www.initiative5pour100.fr/actualites/article/former-organisations-communautaires-lgbti-lutte-vih



Cambodge

COMPRENDRE L'ÉPIDÉMIOLOGIE DU PALUDISME EN ZONE FORESTIÈRE

Dans les pays de la région du Grand Mékong, les progrès accomplis ces dernières années dans la lutte contre le paludisme sont remarquables. La morbidité et la mortalité dues au paludisme ont considérablement diminué au Cambodge. L'élimination du paludisme est à portée de main, alors qu'en 2018 le pays ne déclarait pour la première fois aucune mortalité due au paludisme. Cependant, pour l'atteindre, il faut encore s'attaquer à certaines zones qui agissent comme des « réservoirs » de la maladie : les forêts.

Au Cambodge, les travailleurs des forêts sont considérés comme le groupe le plus à risque à l'infection palustre. Cette population mobile et migrante est originaire des provinces éloignées du pays mais aussi des pays limitrophes (Vietnam, Thaïlande et Laos). **Environ 7 000 travailleurs des forêts sont identifiés sur le territoire national**, dont 90 % d'hommes. Ces travailleurs quittent leur village au matin pour travailler dans les forêts. Lorsqu'ils ne peuvent rentrer chez eux ou lorsque cela est nécessaire, ils peuvent y passer plusieurs jours. Or, au Cambodge, le principal facteur de risque associé au paludisme est le fait de passer la nuit en forêt, moment où les moustiques vecteurs du paludisme sont plus actifs. Les familles de ces travailleurs, estimées à 30 000 personnes pour les forêts étudiées par l'Institut Pasteur, vivent à l'intérieur ou aux alentours des forêts. Bien qu'ayant accès au système de santé, nombre d'entre elles souffrent de malnutrition et de maladies telles que la tuberculose et le paludisme. De plus, les habitations forestières sont souvent complètement ou partiellement ouvertes sur l'extérieur, et les moustiquaires imprégnées ne sont pas parfaitement utilisées. Le risque d'infection par le paludisme importé de la forêt est ainsi augmenté.

Face à ce constat, l'Institut Pasteur mène une recherche pour documenter la transmission du paludisme en zone forestière et ainsi mieux la prévenir. L'institut s'est proposé en 2018 d'étudier les mécanismes de transmission du paludisme en forêt, afin d'améliorer les stratégies visant à éliminer rapidement le réservoir de parasites grâce à des interventions communautaires dans les forêts. Avec ses partenaires, l'Institut Pasteur a mis en place en 2019 **le premier réseau de travailleurs forestiers spécialisés dans la lutte contre le paludisme** au sein des forêts. Près de 600 km² d'espaces forestiers à Mondulhiri, Stung Treng et Kratie ont été couverts par 30 agents. Ces agents, recrutés parmi les habitants de la forêt eux-mêmes ont été formés à la prévention, au dépistage et aux soins de santé liés au paludisme. Ils ont travaillé en étroite collaboration avec les communautés et ont ainsi pu collecter des données auprès de 3 179 travailleurs. Celles-ci ont permis de mieux comprendre l'épidémiologie du paludisme à l'intérieur des zones forestières étudiées. En 2020, les agents du réseau sont intervenus auprès de leurs pairs, en proposant des tests : les personnes détectées positives au paludisme ont été soignées. Parallèlement, un traitement préventif intermittent, avec une administration mensuelle, a été prescrit aux travailleurs des forêts. L'efficacité du traitement préventif a été évaluée lors de 3 études transversales en septembre, novembre 2020 et en janvier 2021. **En octobre 2020, suite à la saison des pluies, qui présente habituellement les notifications annuelles de paludisme les plus élevées, seulement 28 cas de Plasmodium falciparum ont été notifiés dans tous les centres de santé du Cambodge !**

D'un montant de **958 000 euros** et d'une durée de **33 mois**, ce projet, soutenu par L'Initiative, est mis en œuvre par l'Institut Pasteur du Cambodge et en partenariat avec le **programme national de lutte contre le paludisme** et l'ONG Partners for Development.

POUR EN SAVOIR PLUS :

www.initiative5pour100.fr/actualites/article/cambodge-comprendre-lepidemiologie-du-paludisme-en-zone-forestiere





Côte d'Ivoire

CONSOLIDER L'ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ DES USAGERS DE DROGUES VULNÉRABLES AUX TROIS PANDÉMIES

En Côte d'Ivoire, les principales drogues consommées sont le cannabis, l'héroïne et la cocaïne. On estime à 6 000 le nombre total d'usagers de drogues à Abidjan. Cette population connaît des enjeux spécifiques de santé, en matière de VIH/sida ou de tuberculose. Ainsi, on estime à 2,8 % la prévalence du VIH/sida dans la population ivoirienne contre 9,5% pour les usagers de drogues. De même, la prévalence de la tuberculose est de 0,2 % contre 9,8 % chez les usagers de drogues. 17,3 % des cas sont résistants à la rifampicine. À Abidjan, plus de 70 % des usagers de drogues vivent avec d'autres personnes et circulent dans toute la ville, contaminant potentiellement de nombreux concitoyens. Il y existe des scènes ouvertes de consommation de drogues, appelées fumoirs. Ces lieux, disposés dans toute la ville, constituent des lieux de vente et de consommation de drogues pour les usagers de drogues. Cette population est connue pour avoir des enjeux spécifiques de santé, notamment la tuberculose.

Le projet « Y'a pas drap », porté par Médecins du Monde, vise à améliorer l'accès aux soins des usagers de drogues précaires à Abidjan. Il a permis de faire converger les actions des ONG nationales, des acteurs communautaires et du ministère de la Santé et de l'Hygiène publique en vue d'ouvrir des centres de prise en charge spécifiques. Notamment grâce au plaidoyer nourri par les données et les informations récoltées dans le cadre du projet, la ministre ivoirienne de la Santé a annoncé en février 2017 l'introduction de traitements de substitution aux opiacés dans le pays. **Les nouveaux centres de prise en charge proposeront bientôt ces traitements : une première en Côte d'Ivoire.**

Depuis 2018, L'Initiative soutient Médecins du Monde dans la mise en place d'une unité d'addictologie au sein d'un centre de traitement communautaire pour favoriser l'accès aux soins des usagers de drogues. Cette unité est la première en Côte d'Ivoire à utiliser un traitement substitutif aux opiacés et propose une prise en charge intégrée et adaptée, conjuguant approches communautaire et médicale. Le second volet du projet organise des dépistages et l'administration de premiers soins dans les fumoirs, lieux de vente et de consommation de drogues. Il est mené par Médecins du Monde, et par des pairs éducateurs : d'anciens usagers de drogues devenus ambassadeurs et menant des actions de terrain.

POUR EN SAVOIR PLUS :

<https://youtu.be/lkWKk6G5zDs>





Vietnam

JEUNES USAGERS DE DROGUES : QUELLES INTERVENTIONS ?

La consommation de stimulants de type amphétamine (STA), en particulier de méthamphétamine, a augmenté rapidement dans le monde, en Asie du Sud-Est et au Vietnam. En plus d'autres méfaits pour les consommateurs, on sait que la méthamphétamine est associée à une augmentation de l'infection par le VIH. Des études prouvent que la méthamphétamine influence les comportements sexuels et la recherche de traitement, entraînant davantage de pratiques sexuelles à risque et une faible adhésion au traitement. Des recherches cliniques et de laboratoire ont révélé que la consommation de méthamphétamine est également associée à la pathogénèse du VIH-1 : la méthamphétamine facilite l'entrée et la réplication du VIH et les consommateurs - même s'ils adhèrent au traitement - ont une charge virale du VIH plus élevée que les non-utilisateurs.

Au Vietnam, alors que les nouvelles infections par le VIH chez les personnes qui s'injectent des drogues et les travailleurs du sexe sont en baisse, l'infection a augmenté chez les jeunes, en particulier les jeunes hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH), les jeunes travailleurs du sexe et les autres jeunes qui consomment des STA, notamment de la méthamphétamine.

Le projet « Saving the future » de l'ONG Centre for Supporting Community Development Initiatives Vietnam (SCDI) vise à mettre en place un programme de réduction des risques liés à l'usage de drogue chez les jeunes de moins de 20 ans dans 8 provinces du Vietnam. En 2015, L'Initiative a soutenu ce projet, alors premier projet axé sur la prévention de l'infection par le VIH chez les jeunes consommateurs de drogues au Vietnam. Après une ambitieuse étude épidémiologique ciblant les jeunes affectés par le VIH (de 16 à 24 ans), SCDI a adapté des réponses innovantes en fonction des contextes et des populations et renforcé les capacités des organisations locales, tout en favorisant l'émergence d'un leadership chez les jeunes. Ce sont les jeunes bénéficiaires qui sont devenus eux-mêmes acteurs de la création et de la mise en œuvre des activités. Environ 8 000 jeunes, appartenant aux groupes les plus exposés au VIH, ont été ciblés durant ce premier programme de trois ans.

Fort des résultats de ce premier projet, L'Initiative soutient depuis 2019 le projet « Saving the Future 2.0 » pour une durée supplémentaire de 3 ans. Sur la base des enseignements du premier projet, le second projet de l'ONG SCDI visera à démontrer la possibilité de réduire les dommages liés aux amphétamines, y compris la transmission du VIH, par le biais d'interventions communautaires. Il abordera à la fois les comportements à risque, et renforcera les interventions visant les troubles de la santé mentale et les traumatismes de l'enfance - les principaux facteurs sous-jacents de la consommation de drogues, des rapports sexuels à risque et de la faible adhésion au traitement.

L'ONG SCDI est une organisation centrale et pionnière dans le dispositif vietnamien de lutte contre le VIH : elle regroupe des réseaux de populations clés et héberge la plateforme nationale des sociétés civiles sur le VIH.



4

PRÉSENTATION DE L'INITIATIVE

LE MANDAT

Lancée fin 2011, L'Initiative est une facilité mise en œuvre par Expertise France et complémentaire du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Placée sous la tutelle du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), elle apporte une assistance technique et des appuis financiers catalytiques aux pays récipiendaires du Fonds mondial pour améliorer l'efficacité de ses subventions et renforcer l'impact sanitaire des programmes financés. Elle contribue ainsi à garantir l'efficacité de la riposte aux pandémies et des systèmes pour la santé.

Parmi les 40 pays éligibles aux appuis de L'Initiative se trouvent les 19 pays prioritaires de l'aide publique au développement de la France et des pays membres de la Francophonie. Les évolutions récentes de L'Initiative amplifient son effet catalytique en renforçant les capacités des acteurs de la santé, en améliorant les cadres institutionnels, politiques et sociaux, et en soutenant des approches innovantes contre les pandémies.

L'Initiative est aujourd'hui un partenaire clé de l'impact du Fonds mondial. Elle confère à la France et à ses acteurs – monde de la recherche, société civile, agences publiques, etc. – une place inédite dans le champ de la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Son budget, de près de 39 millions d'euros par an sur le triennum 2020-2022, provient de 9 % de la contribution française au Fonds mondial. L'Initiative est pilotée par un comité de pilotage pluriel, présidé par le MEAE et réunissant des membres de la société civile, du monde de la recherche, du MEAE, du ministère des Solidarités et de la Santé, de la Croix-Rouge française et de l'AFD.

LA VISION

L'accès à la santé pour toutes et tous et l'élimination des pandémies de VIH-sida, de tuberculose et de paludisme.

LA MISSION

L'Initiative contribue au renforcement des systèmes pour la santé et à la mobilisation contre les pandémies, en soutien et en complémentarité aux missions du Fonds mondial, et de façon durable.

Les chiffres clés

/554 missions d'assistance technique

/3 missions sur **4** en appui aux autorités sanitaires nationales

/139 projets financés

50,5 M€ engagés

247 acteurs soutenus par au moins une mission

45 142 jours d'expertise



95 porteurs de projets soutenus

38 pays concernés par au moins un projet

131,6 M€ engagés

4 / NOS MODALITÉS D'ACTION

UNE EXPERTISE TECHNIQUE À LA DEMANDE

Mises en œuvre tout au long de l'année, les missions d'assistance technique de L'Initiative ont une durée variable. Leur but : appuyer les acteurs de la lutte contre les pandémies dans l'accès aux subventions du Fonds mondial et dans leur mise en œuvre, dans une approche de renforcement des capacités.

FINANCER DES INITIATIVES CATALYTIQUES

L'Initiative appuie des programmes à moyen terme à visée catalytique, afin de faire évoluer les pratiques et les politiques de santé.

L'Initiative appuie l'écosystème du Fonds mondial et de la lutte contre les pandémies, avec une attention particulière aux acteurs locaux et nationaux.

INNOVER DANS LA LUTTE CONTRE LES PANDÉMIES

L'Initiative soutient des projets pilotes, qui répondent à un objectif sanitaire, scientifique, stratégique ou politique de la France.

Une fois validés par le comité de pilotage, ces projets sont montés par l'équipe de L'Initiative, qui identifie les porteurs adéquats pour les développer en fonction du contexte.



5

RENDEZ-VOUS DE L'EXPERTISE L'INITIATIVE : 10 ANS D'ENGAGEMENT POUR LA SANTÉ MONDIALE

Rendez-vous le 18 novembre 2021 dès 14h30 heure de Paris pour un Rendez-vous de l'Expertise consacré à L'Initiative et à ses 10 ans d'engagement pour la santé mondiale.

L'Initiative appuie les pays dans la demande, la mise en œuvre et le suivi des subventions allouées et sur l'environnement dans lequel travaille le Fonds mondial pour lutter contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme ; à travers des témoignages et des débats nous dresserons un bilan et une réflexion sur les solutions de demain pour lutter contre ces pandémies.

INSCRIVEZ-VOUS À L'ÉVÉNEMENT ICI :

<https://rdvexpertise.fr/evenement/initiative-expertise-france/#.YYupF2dKjIU>

LES INTERVENANTS

Modération



Éric Fleutelot

Directeur technique
du pôle grandes Pandémies
au département Santé
d'Expertise France

10 ans de L'Initiative



Stéphanie Seydoux

Ambassadrice pour
la Santé mondiale



Jérémie Pellet

Directeur général
d'Expertise France



Donald Kaberuka

Président du Conseil
d'administration du
Fonds mondial

10 ans en 10 minutes



Stéphanie Tchiombiano

Coordnatrice de L'Initiative
de 2012 à 2015, coordinatrice
du Think Tank Santé Mondiale

10 ans de projets



Dr Stéphanie Baux

Coordinatrice générale
de Médecins du Monde
en Côte d'Ivoire



Dr Sophie Ouvrard

Directrice du département
technique à Solthis



Dr Oanh Khuat Thi Hai

Directrice exécutive du centre
de soutien aux initiatives de
développement communautaire
(SCDI) au Vietnam



Veronica Noseda

Chargée de projets
recherche opérationnelle
d'Expertise France



Sandrine Kouadio Dié

Paire-éducatrice pour Médecins
du Monde en Côte d'Ivoire



Joachim Ntetmen

Directeur des programmes
d'Alternatives Cameroun

10 ans d'expertise



Dr Lisa Huang

Directrice du programme
Success d'Expertise France



Antoine Peigney

Directeur du département Santé
d'Expertise France



Dr Stéphane D'Almeida

Expert en chef de l'appui de long
terme auprès du ministère de la
Santé du Tchad pour Expertise
France



**Dr Marie-Josée
Mbuzenakamwe**

Experte du projet pilote
« Initiative présidentielle pour
la santé en Afrique » auprès du
Niger pour Expertise France



Joan Valadou

Sous-directeur du Développement
humain au ministère de l'Europe et
des Affaires étrangères



QUI SOMMES-NOUS ?

Agence publique, Expertise France est l'acteur interministériel de la coopération technique internationale, qui rejoindra prochainement le groupe Agence française de développement (groupe AFD). Deuxième agence par sa taille en Europe, elle conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents.

Gouvernance, sécurité, climat, santé, éducation...

Elle intervient sur des domaines clés du développement et contribue aux côtés de ses partenaires à la concrétisation des objectifs de développement durable (ODD).

Pour un monde en commun.

En savoir plus : www.expertisefrance.fr

CONTACTS :

40, boulevard de Port-Royal – 75005 Paris

Département Santé

Tel : +33 (0)6 46 36 45 70

presse@expertisefrance.fr

Retrouvez-nous sur :

